DANIELE VIOTTI

Entretien avec Daniele Viotti, membre du Partito Democratico italien et du Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen

Quel bilan de la dernière législature européenne ?

• Votre plus grande réussite au cours de la législature 2014-2019 (collective ou personnelle)?

D.V. : « *J'ai la chance de pouvoir parler de deux grandes réussites de cette législature : le* ***budget de l'Union européenne*** *pour l'année 2019 et le travail mené par l'intergroupe sur les* ***droits LGBTI*** *du Parlement européen.*

Au cours de la dernière année, j'ai eu l'honneur d'être nommé rapporteur du budget général de l'Union européenne pour l'année 2019 : une tâche difficile mais importante, un engagement pour lequel il faut assumer une très grande responsabilité politique. On m'a demandé d'apporter un milliard d'euros de plus pour le budget 2019 et j'ai réussi à obtenir 943 millions d'euros, c'est-à-dire le budget le plus ambitieux de l'histoire de l'Union européenne en termes d'augmentations.

Biographie

1996-2001: Université du Piémont oriental en Sciences politiques

2002-2007: Conseiller municipal d'Alexandrie (Piémont)

2009-2019 : Coordonnateur

2013-aujourd'hui: Fonctionnaire à la mairie de Turin (service public, gouvernement)

2014 : Député européen

Les augmentations se reflètent principalement dans les domaines suivants :

- Recherche : + 150 millions d'euros par rapport à la proposition de la Commission européenne concernant le programme Horizon 2020 qui aura donc un budget total de 12,3 milliards d'engagements, contre 11,2 milliards dont il avait bénéficié en 2018 ;

- PME : + 5 millions par rapport à la proposition de la Commission européenne concernant le programme COSME qui disposera donc d'un budget total de 367 millions d'euros d'engagements, contre 354 millions d'euros en 2018 ;

- Jeunesse : + 116 millions d'euros au titre de l'Initiative européenne pour l'emploi des jeunes (YEI) qui disposera donc de la même dotation que celle dont elle avait bénéficié en 2018 sans aucune réduction (350 millions). L'Initiative a pour objectif de garantir à tous les jeunes de moins de 29 ans une offre valable d'emploi, d'apprentissage, de stage ou de poursuite d'études dans les quatre mois suivants la fin des études ou le début du chômage. En outre +240 millions d'Erasmus + qui atteindra une dotation totale de 2,9 milliards contre 2,3 du budget 2018. En 2019, environ 260 000 bourses supplémentaires pourraient donc être financées par rapport à 2018. Enfin +15 millions d'euros pour l'action préparatoire relative à la garantie pour l'enfant (Child Guarantee) qui disposera d'un budget de 16,5 millions d'euros contre seulement 900 000 euros en 2018. L'objectif de ce programme est celui d'aider les 25 millions d'enfants menacés de pauvreté et d'exclusion sociale (26% des enfants de l'UE-28) à

travers des services essentiels tels que les soins de santé, une éducation de qualité et des soins aux enfants; logement décent et nutrition adéquate.

- Changement climatique: + 126,5 millions d'augmentations totales ;

- Migrations: +78,7 millions à l'Instrument européen de voisinage (IEV), principalement pour les pays africains de la Méditerranée, dont 21 millions à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). ENI disposera donc d'un budget total de plus de 2,6 milliards d'euros par rapport aux 2,3 milliards d'euros dont elle avait bénéficié en 2018. En outre +63,5 millions d'euros à l'instrument de coopération au développement et + 33 millions d'euros au Fonds Asile, Migration et Intégration (AMIF) qui aura donc un budget total de plus de 1,1 milliard d'engagements par rapport aux 719 millions d'euros dont elle avait bénéficié en 2018.

En ce qui concerne la deuxième réussite de cette législature, je suis très satisfait du travail mené par l'intergroupe sur les droits LGBTI du Parlement européen, dont j'ai eu l'honneur d'être co-président. Quand on parle de droits civils, on ne parle pas d'un sujet minoritaire qui concerne une seule partie de la population, mais on parle d'un véritable droit humain.

C'est avec une grande fierté que j'ai dirigé, d'abord avec Ulrike Lunacek, puis avec Terry Reintke, le plus grand intergroupe présent au Parlement européen, attirant l'attention sur des situations extrêmement graves pour les homosexuels, comme en Tchétchénie, participant à des initiatives dans le monde entier, comme la marche des fiertés d'Istanbul et la première conférence sur les droits des personnes LGBTI en Tunisie.

En tant que coprésident de l'intergroupe LGBTI du Parlement européen, j'ai eu l'occasion de travailler avec 13 commissions différentes afin de sensibiliser les députés européens sur les questions LGBTI et de promouvoir le respect des droits de tous. Grâce à l'action de cet intergroupe, nous avons adopté plus de 100 textes LGBTI-friendly, dont 77 rapports et 49 résolutions. Avec le soutien de l'intergroupe, 161 questions (écrites et orales) ont été présentées à la Commission européenne, au Conseil et au Service européen pour l'action extérieure. Plus de 100 lettres ont également été envoyées aux différentes institutions européennes, aux gouvernements et aux autorités des États membres et à des Pays tiers afin de promouvoir la protection des droits des personnes LGBTI.

Parmi les différents textes approuvés, l'un de ceux dont je suis le plus fier est certainement la première résolution sur les ***droits des personnes intersexuelles*** *votée en février dernier. Cette résolution dénonce les violations des droits humains des personnes intersexuelles et demande à la Commission européenne et aux États membres de prendre des mesures pour garantir l'intégrité physique, l'autodétermination et l'autonomie des enfants intersexuels.*

Grâce également à l'action de l'intergroupe, le Parlement a pu approuver, en février dernier, la liste des actions pour promouvoir l'égalité des personnes LGBTI présentée par la Commission. »

• Le plus grand échec de la législature 2014-2019 ? Avez-vous des regrets?

D.V. : « *Je pense qu'un grand échec de cette législature a été l'approbation de la* ***réforme sur le droit d'auteur*** *dans le marché unique numérique.*
J'ai voté contre cette réforme parce que les articles 15 et 17 limiteront beaucoup la liberté d'Internet et iront à l'encontre des petits entrepreneurs et des petites plates-formes qui ne pourront pas répondre à la demande de ce nouveau système de prévention et ne couvriront pas les coûts.
Le texte voté par le Parlement européen est péjoratif par rapport à la proposition précédente car le texte final prévoit essentiellement que la reproduction d'articles de presse doit être soumise à une licence, sauf dans les cas où il s'agit de "mots isolés ou de courts extraits". Mais il n'y a pas d'exception pour les organisations à but non lucratif ou les blogs et en plus ce texte ouvre une incertitude juridique considérable car il n'existe pas de définition précise de ce que l'on entend par "courts extraits". En pratique, même un titre avec un lien sera presque certainement soumis à la norme. Les termes seront alors spécifiés par les réglementations nationales avec le risque d'avoir 28 systèmes différents et donc une fragmentation de la nouvelle loi. »

« Je crois que le défi pour l'avenir est une Europe qui redevient une Europe qui aime ses citoyens et qui fait des choses pour eux: cela peut être la vraie révolution. »

DANIELE VIOTTI

• Un pronostic pour votre famille politique pour les élections européennes de 2019 ?

D.V. : « *Même si tout le monde dit le contraire, je suis confiant et j'espère que le groupe S&D pourra obtenir de bons résultats. En outre, après les résultats des* ***élections espagnoles*** *de dimanche dernier, je suis encore plus optimiste. »*

• Les plus grands défis pour l'Union européenne durant la législature 2019-2024?

D.V. : *« Je crois que le défi pour l'avenir est une Europe qui redevient une Europe qui aime ses citoyens et qui fait des choses pour eux: cela peut être la vraie révolution. À cet égard, l'attention accordée aux **fonds pour les politiques sociales** (que l'Union européenne ne peut pas créer mais uniquement y affecter des ressources) sera fondamentale. Mon combat consistera à trouver l'argent nécessaire à la constitution d'une assurance chômage européenne et d'un fonds de garantie pour les enfants.*
*Malheureusement, les organismes nationaux de protection sociale ne sont plus en mesure de faire face au monde du travail actuel. C'est pourquoi nous devons envisager une forme de lutte contre le chômage, peut-être même à travers des modèles d'**assistance mutuelle**.*
*Et puis je pense aux enfants: en Europe, il y a 25 millions d'enfants pauvres sur 500 millions d'habitants. Nous devons être le premier continent à lutter pour éliminer la **pauvreté infantile**: garantir aux enfants une santé gratuite, une nutrition adéquate, une éducation obligatoire et un logement décent. C'est pourquoi je souhaite revenir à la Commission du budget si je suis réélu.»*

• A quoi ressemblera l'Union européenne en 2030?

D.V. : *« Le Parlement européen le sait, en 2030 l'Europe sera un **continent plus intégré**. Je pense que l'Europe pourra avoir plus de pouvoirs et plus de compétences qu'aujourd'hui. Cette question devrait être posée aussi aux chefs d'État parce que de nombreuses choses dépendent d'eux.»*

Propos recueillis par Lucie Solem - Présidente d'EuroCité